

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU  
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP  
DONNEES 2011**



**Nom de la collectivité :** Biviers

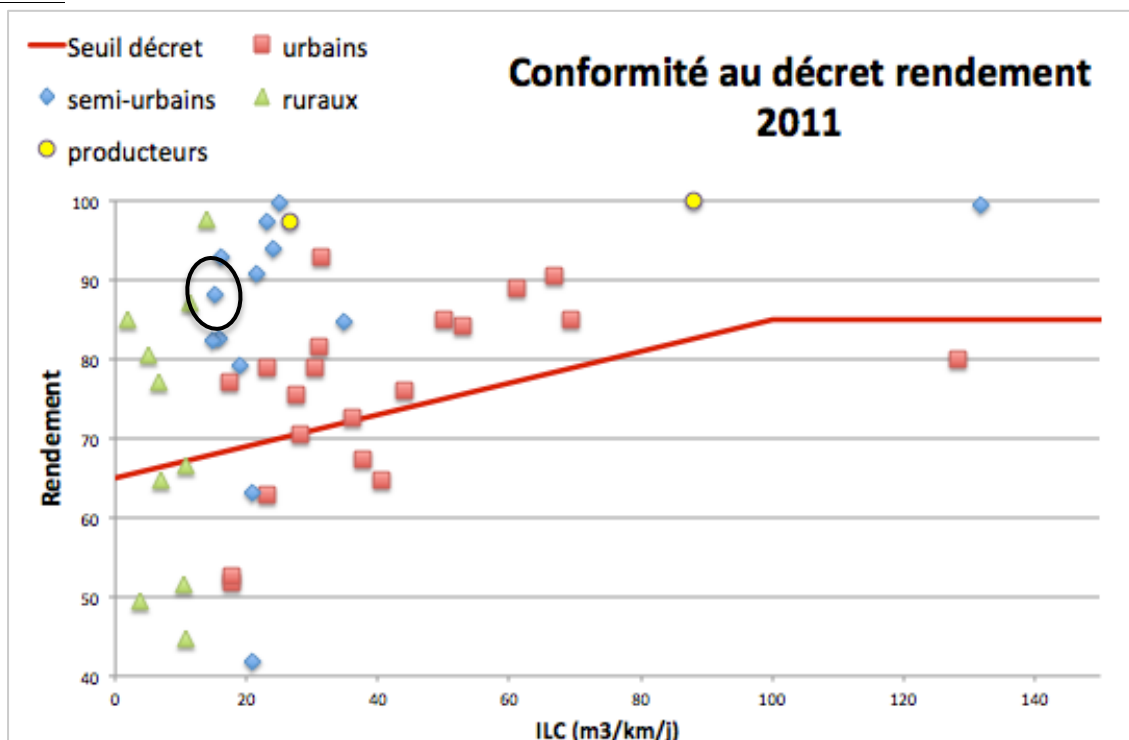
**Type de collectivité :** Commune

Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « \* ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

COLLECTIVITE	PERIMETRE CEP
<b>Généralités</b> Abonnés : 1 022 ILC : 15,3 m <sup>3</sup> /km/j Habitants : 2 494 Densité habitants* : 104 hab/km Mode de gestion : <i>affermage</i> Branchements : 1 060 Date de règlement de service : Volume entrant: 151 Mm <sup>3</sup> 2004 Volume facturé: 132 Mm <sup>3</sup> Linéaire de réseau : 24,988 km Installation de traitement : <i>non</i>	Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2 millions m <sup>3</sup>
<b>Gestion Patrimoniale</b> Ouvrages : 1 interconnexion, 4 réservoirs Nombre total de compteurs : 1 039 Pourcentage de compteurs +12 ans : 3,8 % Linéaire renouvelé sur 5 ans : 0,73 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 0,58 % Connaissance de l'âge des réseaux : <i>non</i>	Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
<b>Performance</b> Rendement* : 88,2 % Indice Linéaire de Pertes* : 2,1 m <sup>3</sup> /km/j	Rendement CEP : 79,1 % ILP CEP : 12,0 m <sup>3</sup> /km/j
<b>Décret "rendement" :</b> Niveau de connaissance du patrimoine : 80/100 Seuil de rendement imposé par le décret* : 68,1 % Rendement 2011 : 88,2 % rendement lissé sur 3 ans* : 84,2 % <i>Graphe de conformité des rendements en p2</i>	Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1 % Rendement CEP lissé : 78,4 %
<b>Branchements en plomb :</b> Nombre de branchements en plomb restant connus : 5 Evaluation du coût de remplacement* : 9 000 € Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : <i>non disponible</i>	Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€
<b>Données financières</b> Recettes réelles totales de fonctionnement: 74 k€ Capacité d'autofinancement 2011* : 52,7 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 3 ans Prix 2011 du service d'eau potable (base 120m <sup>3</sup> ) : 1,41 €/m <sup>3</sup> Evolution du prix depuis 2008* : +12,5 % <i>Graphique d'analyse p2.</i>	CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4 ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m <sup>3</sup> Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m <sup>3</sup> (2009)

\* calcul CEP, voir notice explicative

## **Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret**



Biviers est entourée.

Elle est à interpréter au regard des réseaux de typologie semi-urbains (losanges bleus). En 2011 son rendement était de 88,1% et dépassait de 20 points le seuil imposé par le décret "rendement". En 2008 (pas sur le graphique), son rendement était de 86,7%. Le rendement semble donc assez stable depuis quelques années.

En 2011, le niveau de rendement satisfaisait pleinement aux exigences réglementaires.

On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP de Biviers est de 2,1 m³/km/j, et diminue progressivement depuis quelques années (2,2 m³/km/j en 2008). En 2011, le réseau de Biviers présentait des fuites de faible importance.

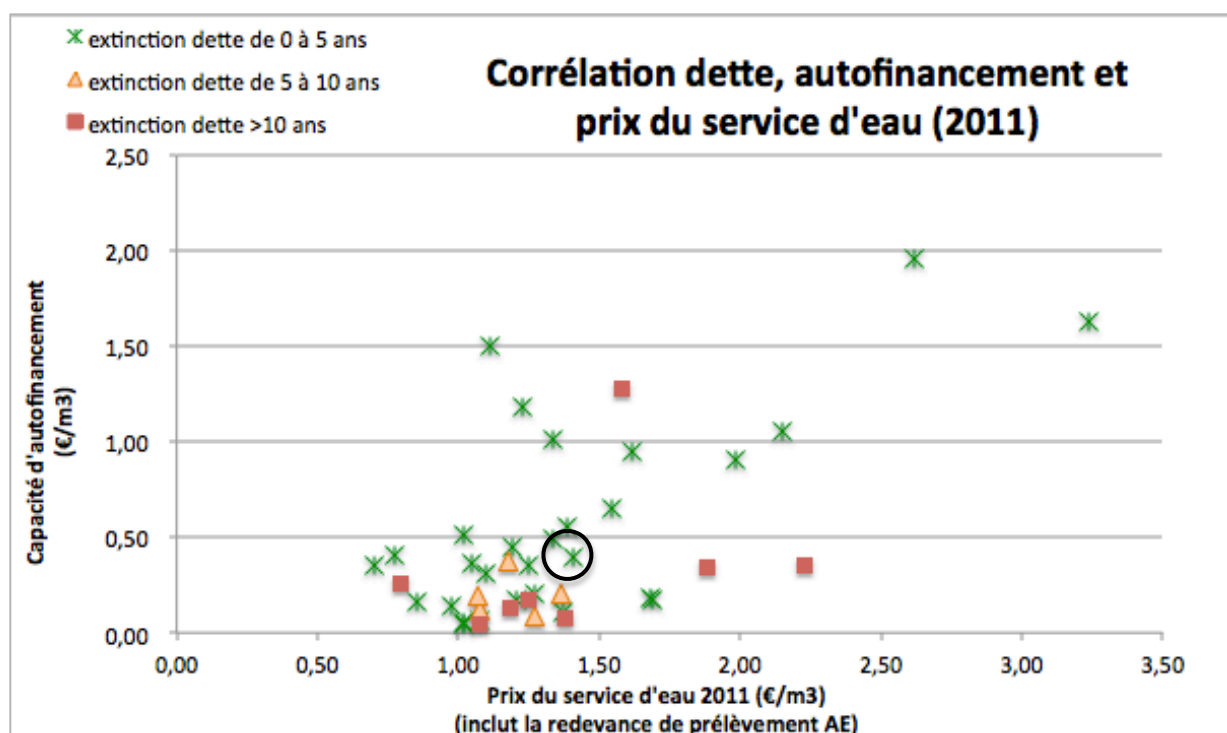
Avec ce niveau de performance, le service d'eau de Biviers peut consacrer ses efforts à d'autres priorités que la recherche de fuites.

On peut envisager l'amélioration du degré de connaissance du réseau. Le service dispose d'une bonne connaissance du réseau (80/100), mais il s'avère notamment qu'il n'a pas connaissance de l'âge ou de la période de pose de ses conduites.

Outre l'enjeu réglementaire que constitue désormais la connaissance du patrimoine avec le décret "rendement", cette connaissance permet à de nombreux services d'eau d'identifier les zones fragiles car vieillissantes du réseau d'eau et d'anticiper les futurs pics de renouvellement grâce à une pyramide des âges.

On notera enfin que seuls 5 branchements en plomb étaient connus sur le réseau au moment de l'enquête et que le parc de compteur est très jeune (3,8% des compteurs ont plus de 12 ans). Le service s'affranchit donc de tout problème de sous-comptage lié au vieillissement. Il conviendra juste de s'assurer que les compteurs ne subissent pas un vieillissement simultané qui exigerait ultérieurement d'importantes campagnes de renouvellement sur l'ensemble du parc.

## Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m<sup>3</sup> (en abscisse).

### Biviers est entourée.

Son extinction de dette est de 3 ans (inférieure à 5 ans, étoile verte) et elle dégagait en 2011 un autofinancement de 0,40 €/m<sup>3</sup> facturé, pour un prix de l'eau de 1,41€/m<sup>3</sup>.

Cela traduit *a priori* une bonne santé financière du service d'eau.

En effet, le prix pratiqué est légèrement élevé par rapport au territoire mais il permet de dégager un autofinancement assez important de 40 cts/m<sup>3</sup> facturés. Cela correspond à 50 k€/an.

Le niveau de dette est de 196 k€ en 2011. Ainsi, si l'intégralité de la CAF était consacrée au remboursement de la dette, il ne faudrait que 3 ans pour la recouvrir.

### Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

S'il devait financer de nouveaux travaux, le service pourrait soit s'autofinancer, soit contracter un nouvel emprunt. L'autofinancement permettrait un financement au moins partiel (CAF nette = 50 k€/an environ). S'il est besoin de dégager davantage d'autofinancement, Biviers dispose d'une courte marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau (déjà un peu élevé). Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme.

Pour un investissement ponctuel, une grande marge de manœuvre reste disponible en matière d'emprunt.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.